

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Une-question-urgente-pour-l-Irlande-avant-la-reunion-de-lundi-sur-la-Grece-Yanis-Varoufakis>

# **« Une question urgente pour l'Irlande avant la réunion de lundi sur la Grèce » Yanis Varoufakis**

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -  
Date de mise en ligne : samedi 20 juin 2015

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## La réunion de l'eurogroupe de jeudi dernier s'inscrit dans l'histoire comme une occasion perdue d'aboutir à un accord déjà tardif entre [la Grèce](#) et ses créanciers.

La remarque la plus parlante des ministres des Finances lors cette réunion est peut être venue de [Michael Noonan](#). Il a protesté que les ministres n'avaient pas été tenus au courant de la proposition faite par les institutions à mon gouvernement avant qu'on leur demande de participer à la discussion.

À sa protestation, je veux ajouter la mienne : On ne m'a pas permis de partager avec M. Noonan, ou même avec un autre ministre des Finances, nos propositions écrites. En fait, comme notre homologue allemand devait le confirmer plus tard, toute soumission écrite à un ministre des Finances par la Grèce ou par les institutions était « inacceptable », puisqu'il aurait besoin ensuite de la présenter à [Bundestag](#), niant ainsi son utilité comme une offre de négociations.

La zone d'euro bouge d'une façon mystérieuse. Les décisions capitales sont un caoutchouc-timbré par les ministres des Finances qui restent dans l'obscurité sur les détails, pendant que des fonctionnaires non élus d'institutions puissantes sont enfermés dans des négociations inégales avec un gouvernement en détresse, isolé.

C'est comme si [l'Europe](#) a décidé que des ministres des Finances élus ne sont pas à la hauteur de la tâche pour maîtriser les détails techniques ; une tâche laissée au mieux "aux experts" représentant non pas les électeurs, mais les institutions. On peut se demander seulement dans quelle mesure un tel arrangement est efficace, sans parler de distance démocratique.

### Légère supériorité

Les lecteurs irlandais n'ont besoin d'aucun rappel sur l'indignité qui touche les gens forcés à perdre leur souveraineté au beau milieu d'une dépression économique. Ils peuvent, cependant, être justifiés pour regarder l'interminable crise grecque et se permettre un sentiment de légère supériorité, étant donné que les Irlandais ont souffert doucement, ont avalé la pilule amère d'austérité et sortent maintenant du bois.

Les Grecs, par contre, ont protesté bruyamment pendant des années, se sont opposés à la troïka violemment, ont élu mon parti de gauche radicale en janvier dernier et restent dans le pot au noir de la récession.

Alors qu'un tel sentiment est compréhensible, autorisez-moi, cher lecteur, d'argumenter que c'est inutile d'au moins trois façons. Premièrement, cela ne promeut pas la compréhension du drame grec actuel. Deuxièmement, cela empêche d'alimenter correctement la discussion sur comment la zone d'euro et l'UE plus généralement, devraient évoluer. Troisièmement, cela sème un désaccord inutile entre les peuples qui ont en commun plus qu'ils apprécient.

### Déficit grec

Le drame de la Grèce est souvent mal compris dans les cieux du Nord parce que la prodigalité passée a éclipsé l'adaptation exceptionnelle des cinq dernières années. Depuis 2009 le déficit de l'Etat grec a été réduit, dans les termes cycliquement réglés, par un écrasant 20 % cent, transformant un grand déficit en un grand surplus primaire structurel. Les salaires réduits de 37 %, les retraites jusqu'à 48%, l'emploi public de 30 %, les dépenses des

ménages de 33 % et même le déficit de compte courant de 16 %.

Hélas, l'adaptation était si énergique que l'activité économique a été étouffée, le revenu global est tombé de 27 %, le chômage est monté en flèche à 27 %, le travail non déclaré a grimpé à 34 %, la dette publique a atteint 180 % du PIB de la nation en décroissance rapide, l'investissement et le crédit se sont évaporés et de jeunes Grecs, comme leurs homologues irlandais, sont partis pour des rivages lointains, prenant avec eux les énormes quantités de capitale humain que l'état grec avait investi sur eux.

Ce dont Grèce a besoin maintenant n'est pas davantage de réductions qui poussent un peuple appauvri dans la plus grande indignité ou des taux d'impôts et des charges plus élevés qui écrasent ce qui reste d'activité économique. Ces mesures « paramétriques », comme les institutions les appellent, ont été excessives, le résultat étant maintenant une nation à genoux.

Non, ce dont la Grèce a besoin maintenant c'est des réformes profondément sérieuses, adaptées. Nous avons besoin d'un nouveau système fiscal qui aide à vaincre l'évasion et à réduire l'interférence politique ou d'entreprise, un système d'obtention sans corruption, des procédures d'appel d'offre transparentes, des réformes judiciaires, l'élimination de pratiques scandaleuses de retraite anticipée, une régulation convenable des médias et des finances des partis politiques, etc.

Pendant la réunion de l'eurogroupe de jeudi dernier j'ai présenté l'ordre du jour complet des réformes de notre gouvernement pour atteindre ces objectifs et j'ai annoncé notre collaboration formelle avec l'Organisation pour la Coopération Économique et le développement (l'OCDE) pour l'exécuter. J'ai aussi soumis une proposition radicale pour un mécanisme de frein de dettes légiféré qui, déclenché par un conseil fiscal indépendant, réduirait automatiquement toutes les dépenses publiques du degré nécessaire pour garder les recettes de l'état dans le cap par rapport une cible primaire préétablie.

En plus de ces réformes et de nos efforts avec la Banque d'investissement européenne pour canaliser plus d'investissements nécessaires à l'économie grecque, j'ai présenté à l'eurogroupe des propositions constructives pour les échanges de dettes qui permettraient à la Grèce de retourner sur les marchés des capitaux et participer au programme d'achat d'actifs de la Banque centrale européenne (communément connu *quantitativ easing*).

### **Silence assourdissant**

Malheureusement, ma présentation a rencontré un silence assourdissant. À l'exception de la remarque appropriée de Michael Noonan, toutes les autres interventions ont ignoré nos propositions et ont réitéré la frustration des ministres car que la Grèce n'avait... aucune proposition.

Un spectateur impartial de nos délibérations d'eurogroupe en viendrait à la conclusion sûre que c'est un forum étrange, mal équipé pour élaborer de bonnes et difficiles décisions quand l'Europe a besoin vraiment d'eux. La Grèce et [l'Irlande](#) ont pris un sérieux coup dès le début dans la crise parce que l'eurogroupe n'a pas été conçu pour gérer efficacement des crises. Il est toujours incapable de le faire.

La question urgente à laquelle nos amis irlandais doivent répondre avant le sommet extraordinaire de lundi sur la Grèce est celle là : y a-t-il plus de chance que la zone d'euro devienne une meilleure union à laquelle appartenir si la Grèce est jetée aux loups, en dépit du type de propositions soumises lors de la réunion de l'eurogroupe de jeudi ? Ou un accord autour de ces propositions est-il susceptible d'apporter une plus grande ouverture, efficacité et démocratie ?

## « Une question urgente pour l'Irlande avant la réunion de lundi sur la Grèce » Yanis Varoufakis

---

Yanis Varoufakis est ministre des Finances de la Grèce

Original : « [Yanis Varoufakis : A pressing question for Ireland before Monday's meeting on Greece](#) »

[Irish Times](#). Dublin, 20 juin 2015.

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, 20 juin 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).